



de **Gemengebuet**

Informatiounsblat vun der **Gemeng Mamer**

erausgin ënner der Responsabilitéit vum Schäfferot



Mamer | Holzem | Cap

Polizeireglement
Règlement de Police
Police Regulation

Mesdames, Messieurs,

Veillez trouver en annexe une nouvelle édition du «Règlement Général de Police» de la commune de Mamer.

Dans l'intérêt d'une bonne cohabitation de tous les habitants de la commune, vous êtes invités à respecter les dispositions de ce règlement.

Gilles Roth,
Bourgmestre

Personne de contact: M. Patrick Konz 691 313 583

Sehr geehrte Damen und Herren,

Bitte finden Sie anbei die neue Ausgabe des Polizeireglementes der Gemeinde Mamer.

Im Interesse einer guten Nachbarschaft und des guten Zusammenlebens aller Einwohner der Gemeinde, möchte ich Sie hiermit bitten, die Bestimmungen des besagten Reglementes einzuhalten.

Gilles Roth,
Bürgermeister

Kontaktperson: M. Patrick Konz 691 313 583

Ladies and gentlemen,

Please find in appendix the latest edition of the police regulation of the township of Mamer.

In order to continue a good neighbourhood of all the citizens, you are kindly requested to follow this regulation.

Gilles Roth,
Mayor

Contact person: M. Patrick Konz 691 313 583

Règlement général de police

**Approuvé par le conseil communal en date du 29/09/2003
et par Monsieur le Ministre de l'Intérieur en date du 14/10/2003**

Le conseil communal,

Vu l'article 50 du décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités;

Vu l'article 3, titre XI, du décret du 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire;

Vu la loi du 27 juin 1906 concernant la protection de la santé publique;

Vu l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs;

Vu la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la suite, ainsi que l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, tel qu'il a été modifié par la suite;

Vu la loi du 19 novembre 1975 portant augmentation du taux des amendes à prononcer par les tribunaux répressifs;

Vu la loi du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit;

Vu le règlement grand-ducal du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers;

Vu la loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la direction de la Santé;

Vu la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

Vu la loi communale du 13 décembre 1988;

Vu la loi du 13 juin 1994 relative au régime des peines;

Vu la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;

Vu la loi du 31 mai 1999 sur la police et l'inspection générale de la police;

Vu la loi du 01/08/2001 relative au basculement en euro le 01/01/2002 et modifiant certaines dispositions législatives;

Vu l'avis réf. HKP/hm-66/4.2003 du 05/06/2003 du médecin de la direction de la Santé, ayant dans ses attributions l'inspection sanitaire;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

avec douze voix et une abstention arrête

CHAPITRE I – Sûreté et commodité du passage dans les rues, places et voies publiques

Article 1^{er}

Toute personne qui fait usage de la voie publique en contravention aux lois et règlements ou qui gênerait la circulation est tenue de se conformer immédiatement aux ordres des agents des forces de l'ordre.

Pour les besoins du présent règlement, la voie publique est définie conformément au règlement grand-ducal du 18 mars 2000 modifiant l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, à savoir:

Toute l'emprise d'une route ou d'un chemin ouvert à la circulation publique comprenant la chaussée, les trottoirs, les accotements et les dépendances, y inclus les talus, les buttes antibruit et les chemins d'exploitation nécessaires à l'entretien de ces dépendances. Les places publiques, les pistes cyclables et les chemins pour piétons font également partie de la voie publique.

Est considérée aux fins du présent règlement comme agglomération la partie du territoire communal délimitée par la partie graphique du plan d'aménagement général et y définie comme zone d'habitation ou zone d'activités.

Article 2

Il est défendu d'entraver la libre circulation sur la voie publique sans motif légitime ou sans autorisation spéciale.

Les cortèges devant circuler sur la voie publique sont à déclarer au bourgmestre en principe au moins huit jours avant la date prévue par les organisateurs.

Article 3

Il est défendu d'occuper la voie publique pour y exercer une profession, une activité industrielle, commerciale, artisanale ou artistique, sans y être autorisé par le bourgmestre. L'autorisation peut être assortie de conditions de nature à maintenir la liberté et la commodité du passage, la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques.

Article 4

Les distributeurs de tracts, annonces, affiches volantes et insignes ne peuvent interpellier, accoster ou suivre les passants, ni entraver la libre circulation sur la voie publique.

Article 5

Sans préjudice des autorisations délivrées en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires, il est interdit d'encombrer sans nécessité les rues, les places ou toutes autres parties de la voie publique, soit en y déposant ou en y laissant des matériaux ou tous autres objets, soit en y procédant à des travaux quelconques; les marchandises ou matériaux, déchargés ou destinés à être chargés, doivent être immédiatement éloignés de la voie publique, après quoi celle-ci doit être débarrassée avec soin de tous les déchets ou ordures.

Article 6

Tous travaux présentant quelque danger pour les passants doivent être indiqués par un signe bien visible, avertisseur du danger. Si ces travaux présentent un danger particulier, le bourgmestre peut prescrire des précautions supplémentaires appropriées.

Article 7

Sans préjudice des dispositions du règlement sur les bâtisses, les trous et excavations se trouvant aux abords de la voie publique doivent être solidement couverts ou clôturés par ceux qui les ont ouverts.

Article 8

Sous réserve des dispositions de l'article 33, il est défendu de lancer et de faire éclater des matières fumigènes, fulminantes ou explosives, puantes ou lacrymogènes à l'intérieur de l'agglomération ainsi qu'à une distance inférieure à 100 mètres de l'agglomération. Cependant le bourgmestre peut autoriser ces activités sur demande à l'occasion de fêtes publiques.

Article 9

Il est interdit de souiller la voie publique de quelque manière que ce soit et d'y jeter, déposer ou abandonner des objets quelconques.

Les propriétaires ou gardiens de chiens doivent éviter que ceux-ci ne salissent par leurs excréments les trottoirs, les voies et places faisant partie d'une zone résidentielle ou d'une zone piétonne, les places de jeux et les aires de jeux et les aires de verdure publiques ainsi que les constructions se trouvant aux abords. Ils sont tenus d'enlever les excréments.

Article 10

Il est défendu de faire des glissoires, de glisser, de patiner ou de luger sur une partie quelconque de la voie publique, sauf aux endroits destinés ou réservés à cette fin.

Article 11

Il est interdit de lancer des pierres ou autres projectiles dans les rues, places et voies publiques.

Article 12

Les clôtures en fil barbelé sont interdites le long de la voie publique.

Les portes des parcs à bétail bordant la voie publique doivent s'ouvrir vers l'intérieur.

Article 13

Les entrées de cave et les autres ouvertures aménagées dans le trottoir ou sur la chaussée doivent rester fermées à moins que des mesures nécessaires pour protéger les passants ne soient prises; elles ne peuvent être ouvertes que pendant le temps strictement nécessaire.

Article 14

Les arbres, arbustes ou plantes sont à tailler par ceux qui en ont la garde, de façon qu'aucune branche ne gêne la circulation, que ce soit en faisant saillie sur la voie publique ou en empêchant la bonne visibilité.

Article 15

Les occupants sont tenus de maintenir en état de propreté les trottoirs et rigoles se trouvant devant leurs immeubles.

Au cas où la circulation est devenue dangereuse ou difficile par suite de verglas ou de chutes de neige, les occupants sont tenus de dégager suffisamment les trottoirs devant les mêmes immeubles. Ils sont obligés de faire disparaître la neige et le verglas, ou de répandre des matières de nature à empêcher les accidents.

S'il y a plusieurs occupants, les obligations résultant des alinéas qui précèdent reposent sur chacun d'eux, à moins qu'elles n'aient été imposées conventionnellement à l'un d'eux ou à une tierce personne.

Toutefois, à défaut de convention:

- pour les immeubles à usage professionnel ou mixte, les obligations incombent à l'occupant du rez-de-chaussée;
- pour les immeubles occupés par des administrations, des entreprises ou d'autres établissements, les obligations incombent à la personne qui exerce sur place la direction des services y logés.

Pour les bâtiments non occupés et pour les terrains non bâtis, ces obligations incombent au propriétaire et se limitent aux trottoirs définitivement établis et aux tronçons provisoires qui les relient.

En l'absence de trottoirs, les occupants sont tenus à ces obligations sur une bande de 1 mètre de large longeant les immeubles riverains.

Pendant les gelées, il est défendu de verser de l'eau sur les trottoirs, les accotements ou toute autre partie de la voie publique.

Article 16

Les personnes âgées et les personnes handicapées sont déchargées des obligations prévues à l'article qui précède dès lors que l'administration communale s'est substituée à elles.

Article 17

Il est interdit de placer sur les appuis de fenêtre ou autres parties des édifices bordant les voies publiques un objet quelconque sans prendre les dispositions nécessaires pour en empêcher la chute.

Article 18

Sans préjudice de la nécessité de se munir des autorisations requises par d'autres dispositions légales ou réglementaires, les objets placés aux abords de la voie publique, apposés aux façades des bâtiments ou suspendus au-dessus de la voie publique, doivent être installés de façon à assurer la sécurité et la commodité du passage.

CHAPITRE II – Tranquillité publique

Article 19

Il est défendu de troubler la tranquillité publique par des cris et des tapages excessifs.

Article 20

Les propriétaires ou gardiens d'animaux sont tenus de prendre les dispositions nécessaires pour éviter que ces animaux ne troublent la tranquillité publique ou le repos des habitants par des aboiements, des hurlements ou des cris répétés.

Article 21

L'intensité des appareils de radio et de télévision ainsi que de tous les autres appareils servant à la reproduction de sons, employés à l'intérieur des immeubles, doit être réglée de façon à ne pas gêner le voisinage.

En aucun cas, ces appareils ne sont utilisés à l'intérieur des immeubles quand les fenêtres ou les portes sont ouvertes, ni sur les balcons ou à l'air libre, si des tiers peuvent être incommodés.

Les prescriptions des alinéas 1^{er} et 2 valent également pour les instruments de musique de tout genre, ainsi que pour le chant et les déclamations.

Article 22

Il est défendu de faire fonctionner en public les appareils mentionnés au 1^{er} alinéa de l'article 21 et cela notamment sur les lieux, places et voies publiques, dans les établissements, lieux de récréation, jardins, bois et parcs publics. Font exception les appareils se trouvant dans les véhicules privés, lorsque des tiers n'en sont pas incommodés.

Article 23

Défense est faite aux propriétaires et exploitants de débits de boissons, restaurants, salles de concert, lieux de réunion, dancings et autres lieux d'amusement d'y tolérer toute espèce de chant ou de musique, de faire fonctionner les appareils énumérés à l'alinéa 1^{er} de l'article 21 après 1 heure et avant 7 heures du matin. Toutefois, dans le cas où l'heure de fermeture a été reculée, cette défense ne s'applique qu'à partir de la nouvelle heure de fermeture.

Article 24

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs et sous réserve de la réglementation applicable aux foires, kermesses et autres réjouissances publiques dûment autorisées, l'usage des haut-parleurs installés à l'extérieur des maisons ou propageant le son au-dehors ainsi que des haut-parleurs ambulants est interdit de 21 à 8 heures. Sous les mêmes réserves, cet usage est interdit même le jour aux abords des écoles, des lieux de culte, des cimetières et des institutions pour personnes âgées.

Article 25

Il est interdit de troubler le repos nocturne de quelque manière que ce soit. Cette règle s'applique également à l'exécution de tous travaux entre 22 et 7 heures lorsque des tiers peuvent être importunés, sauf:

- en cas de force majeure nécessitant une intervention immédiate;
- en cas de travaux d'utilité publique;

-
- les exceptions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'utilisation des conteneurs à verre est interdite aux mêmes heures.

Article 26

À l'intérieur de l'agglomération ainsi qu'à une distance inférieure à 100 mètres de l'agglomération, il est interdit de jouer aux quilles après 23 heures et avant 8 heures.

Seront punissables en cas de contravention l'exploitant du jeu de quilles et les joueurs.

Article 27

Il est défendu de laisser les moteurs tourner à vide sans nécessité, ainsi que de mettre en marche des motocycles ou des cycles à moteur auxiliaire dans les entrées de maisons, les passages et cours intérieurs de maisons d'habitation et de blocs locatifs.

Pendant la nuit le bruit causé par la fermeture des portières d'automobiles et des portes de garages, ainsi que par l'arrêt et le démarrage des véhicules ne doit pas incommoder les tiers.

Article 28

Lorsqu'il n'est pas possible d'éviter le bruit en faisant usage d'appareils, de machines ou d'installations de n'importe quel genre, il doit être rendu supportable en limitant la durée des travaux, en les échelonnant ou en les faisant effectuer à des endroits mieux appropriés.

Article 29

Les travaux industriels et artisanaux bruyants doivent, dans la mesure du possible, être effectués dans des locaux fermés, portes et fenêtres closes.

Article 30

Sans préjudice des dispositions qui précèdent, les prescriptions suivantes sont applicables aux travaux de construction:

-
- a) Les machines employées à des travaux de construction ou d'aménagement doivent être actionnées par la force électrique lorsque cela est possible. À proximité des crèches, des écoles et instituts scientifiques, des lieux de culte, des cimetières et des institutions pour personnes âgées, un autre mode de propulsion ne peut être utilisé qu'avec une autorisation expresse du bourgmestre.

La présente disposition vaut également pour les marteaux automatiques et les perceuses.

- b) Lorsque des moteurs à explosion peuvent être utilisés, ils doivent être munis d'un dispositif efficace d'échappement silencieux.
- c) Le bruit des compresseurs ou des appareils pneumatiques, des pompes ou des machines semblables doit être atténué d'une manière efficace par des installations appropriées, notamment au moyen de housses absorbant les ondes sonores.
- d) Lorsque des tiers peuvent être incommodés, il est interdit d'employer des machines qui, par suite de leur âge, de leur usure ou de leur mauvais entretien, provoquent un surcroît de bruit.
- e) Il est interdit de laisser tourner à vide des machines bruyantes.
- f) Les travaux bruyants, notamment les travaux de sciage, doivent dans la mesure du possible être effectués dans les locaux fermés, portes et fenêtres closes.

Article 31

À l'intérieur de l'agglomération ainsi qu'à une distance inférieure à 100 mètres de l'agglomération sont interdits:

- les jours ouvrables avant 8 (huit) heures et après 20 (vingt) heures,
 - les samedis avant 8 (huit) heures et après 18 (dix-huit) heures,
 - les dimanches et jours fériés,
1. l'utilisation des engins équipés de moteurs bruyants tels que tondeuses à gazon, motoculteurs, tronçonneuses et autres engins semblables;

-
2. l'exercice de travaux réalisés par les particuliers à des fins non professionnelles, soit sur des propriétés privées, soit à l'intérieur d'appartements situés dans un groupe d'immeubles à usage d'habitation au moyen de moteurs thermiques ou électriques bruyants tels que bétonnières, scies mécaniques, perceuses, raboteuses, ponceuses et autres outils semblables.

Article 32

Les propriétaires ou gardiens de systèmes d'alarme acoustique doivent prendre les dispositions nécessaires pour éviter que la tranquillité publique ne soit troublée par le déclenchement abusif des sirènes.

CHAPITRE III – Ordre public

Article 33

Sans l'autorisation du bourgmestre, il est interdit d'organiser des jeux ou concours sur la voie publique, d'y tirer des feux d'artifice, d'y faire des illuminations, d'y organiser des spectacles ou expositions.

Article 34

Il est défendu de dérégler le fonctionnement de l'éclairage public, des projecteurs d'illumination et des signaux colorés lumineux réglant la circulation.

Article 35

Il est défendu d'allumer un feu sur la voie publique.

Les feux allumés dans les cours, jardins et autres terrains doivent être constamment surveillés et ne peuvent incommoder les voisins ni rendre la circulation dangereuse. Toutes les mesures de sécurité doivent être prises pour éviter une propagation du feu.

Il est défendu en outre:

- a) de placer de la braise ou des cendres non éteintes dans les récipients en matière combustible.

Les récipients contenant ces braises ou cendres doivent être placés à des endroits où tout danger d'incendie et d'intoxication est exclu;

-
- b) de se servir d'une flamme ouverte pour l'éclairage, le chauffage ou le travail dans des endroits et locaux présentant un danger particulier d'incendie. Dans les cas où des travaux avec des appareils à flamme ouverte doivent être exécutés, toutes les mesures doivent être prises pour éviter l'éclosion d'un incendie;
 - c) de fumer dans des endroits et locaux où sont manipulés ou entreposés des produits et matières facilement inflammables ou explosifs.

Sont interdits également le stationnement et le parage sur la voie publique des véhicules et engins transportant des produits facilement inflammables ou explosifs. Lors des arrêts pour le chargement et le déchargement, toutes les mesures de sécurité et de protection doivent être prises. Cette même défense vaut pour les véhicules et engins vides, ayant servi au transport de produits liquides ou gazeux facilement inflammables.

Article 36

Les propriétaires sont tenus d'entretenir constamment les cheminées en bon état.

Il est interdit de se servir de cheminées qui présentent des dangers d'incendie pour quelque cause que ce soit.

Les cheminées des foyers alimentés par des combustibles solides doivent être ramonées au moins tous les ans. Les autres cheminées doivent être inspectées et en cas de besoin nettoyées au moins tous les trois ans.

Les obligations incombent à l'occupant de la partie du bâtiment que la cheminée dessert.

Pour les cheminées d'installation de chauffage communes, ces obligations incombent au propriétaire, à moins qu'il n'en ait chargé une autre personne.

En cas de copropriété indivise, elles incombent au syndic.

Article 37

Il est défendu de, soit intentionnellement, soit par manque de précaution, détruire, salir ou dégrader les voies publiques et leurs dépendances ainsi que toute propriété publique ou privée.

Il est défendu de couvrir, de masquer, de déplacer ou d'enlever de quelque façon que ce soit, les signes et signaux avertisseurs et indicateurs quelconques, les appareils de perception, de même que les plaques des noms de rue et de numérotage des constructions, légalement établis.

Article 38

Il est interdit:

- de jeter sur la voie publique ou d'y laisser écouler des eaux ménagères, des liquides sales quelconques ou des matières pouvant compromettre la sécurité du passage ou la salubrité publique;
- d'y uriner;
- de déverser, déposer ou jeter sur les terrains incultes ou non bâtis, clôturés ou non, quelque matière, objet ou produit que ce soit, nuisible à la santé publique ou à l'hygiène.

Tout propriétaire de terrain est obligé de le tenir dans un état de propreté.

Dans le cas contraire, le bourgmestre fixera le délai dans lequel les travaux devront être exécutés. En cas d'absence, de refus ou de retard du propriétaire, l'administration communale pourvoira à l'exécution des travaux aux frais du propriétaire et sous sa seule responsabilité.

Article 39

Il est défendu d'escalader les bâtiments et monuments publics, les grilles ou autres clôtures, les poteaux d'éclairage ou de signalisation publics, ainsi que les arbres plantés sur la voie publique.

Article 40

Sauf autorisation du bourgmestre, il est interdit aux personnes physiques ou morales de droit privé de couvrir la voie publique de signes, emblèmes, inscriptions, dessins, images ou peintures.

Article 41

Il est défendu de manipuler les conduites, canalisations, câbles et installations publics, notamment d'en manœuvrer ou dérégler les robinets ou vannes, et d'en déplacer les couvercles ou grilles.

Article 42

Tout appel non justifié adressé aux services de la police grand-ducale, ainsi qu'à tout service étatique ou communal de secours et d'intervention est interdit.

Il est défendu d'imiter ou d'utiliser les signaux d'alarme ou d'avertissement de ces services.

Article 43

Il est défendu de signaler l'approche ou la présence des agents de la force publique dans le but d'entraver l'accomplissement de leur service.

Article 44

Toute perturbation de l'ordre public par des actes de vandalisme ou de malice est défendue.

Article 45

Il est interdit de battre ou de secouer les tapis, paillasons, couvertures, literies, torchons ou autres objets analogues sur la voie publique ou aux portes, fenêtres, balcons ou balcons-terrasses donnant immédiatement sur la voie publique.

La même défense s'applique si ces portes, fenêtres, balcons ou balcons-terrasses, bien qu'ils ne donnent pas immédiatement sur la voie publique, font partie d'un immeuble occupé par plusieurs ménages.

D'une façon générale, il est interdit de vaquer à ce travail si les voisins ou les passants en sont incommodés.

Article 46

Il n'est permis de tenir dans les maisons d'habitation et leurs dépendances ainsi que dans le voisinage d'une habitation des animaux qu'à condition de prendre toutes les mesures d'hygiène nécessaires et d'éviter tous inconvénients quelconques à des tiers.

Il est de même interdit d'attirer des animaux quand cette pratique est une cause d'insalubrité ou de gêne pour le voisinage.

Article 47

Il est défendu de paraître en public dans une tenue indécente ou pouvant donner lieu à scandale. Il est encore défendu de se promener ou de séjourner en maillot de bain ou torse nu sur les voies ou places publiques, telles que définies à l'art. 1^{er}, al. 1^{er} et 3.

Article 48

Dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité des usagers de la voie publique, de la salubrité et de la tranquillité publiques, il est interdit à toute personne de s'exposer sur la voie publique en vue de la prostitution.

Article 49

Il est défendu à toute personne de paraître dans les rues, places et lieux publics à visage couvert ou cagoulée.

Article 50

Lors de manifestations sportives et d'autres rassemblements, il est interdit de mettre en danger par son comportement la sécurité ou l'intégrité des participants et du public.

CHAPITRE IV – Pénalités

Article 51

Sans préjudice des peines prévues par les lois existantes, les infractions aux dispositions du présent règlement seront punies d'une amende de 25 € à 250 €.

CHAPITRE V – Disposition abrogatoire

Article 52

Sont abrogés le règlement pour la protection contre le bruit du 29/05/1989 ainsi que toutes autres dispositions contraires au présent règlement.

Allgemeine Polizeiverordnung

**Zustimmung des Gemeinderates am 29/09/2003
genehmigt durch den Innenminister am 14/10/2003**

Der Gemeinderat,

Angesichts von Artikel 50 des Erlasses vom 14. Dezember 1789 betreffend die Einrichtung von Gemeinden;

Angesichts von Artikel 3, Titel XI, des Erlasses vom 16.-24. August 1790 über die gerichtliche Organisation;

Angesichts des Gesetzes vom 27. Juni 1906 betreffend den Schutz der öffentlichen Gesundheit;

Angesichts des großherzoglichen Erlasses vom 15. September 1939 betreffend die Benutzung von Radiogeräten, Grammophonen und Lautsprechern;

Angesichts des Gesetzes vom 14. Februar 1955 betreffend die Verkehrsregelung auf allen öffentlichen Straßen in dessen abgeänderten und vervollständigten Fassung sowie des großherzoglichen Erlasses vom 23. November 1955 über die Verkehrsregelung auf allen öffentlichen Straßen in dessen abgeänderten Fassung;

Angesichts des Gesetzes vom 19. November 1975 über die Erhöhung der Strafen der Strafgerichte;

Angesichts des Gesetzes vom 21. Juni 1976 über die Lärmbekämpfung;

Angesichts der großherzoglichen Regelung vom 13. Februar 1979 betreffend den Geräuschpegel in der direkten Umgebung von Einrichtungen und Baustellen;

Angesichts des Gesetzes vom 21. November 1980 über die Organisation der Leitung des Gesundheitsamtes;

Angesichts des Gesetzes vom 11. August 1982 über den Schutz der Natur und der natürlichen Rohstoffe;

Angesichts des Gemeindegesetzes vom 13. Dezember 1988;

Angesichts des Gesetzes vom 13. Juni 1994 über die Strafregelung;

Angesichts des Gesetzes vom 17. Juni 1994 über die Vermeidung und die Verwaltung von Abfällen;

Angesichts des Gesetzes vom 31. Mai 1999 über die Polizei und die allgemeine Polizeiinspektion;

Angesichts des Gesetzes vom 01.08.2001 über den Übergang zum Euro am 01.01.2002 und in Abänderung einiger gesetzlichen Bestimmungen;

Angesichts des Gutachtens Ref. HKP/hm-66/4.2003 vom 05.06.2003 des Arztes des Gesundheitsamtes, der für die Sanitärinspektion zuständig ist;

Nach Beschlussverfahren in Einklang mit dem Gesetz,

mit zwölf Stimmen und einer Enthaltung, beschließt

KAPITEL I – Sicherheit und Bequemlichkeit des Durchgangs in den Straßen, Plätzen und öffentlichen Verkehrswegen

Artikel 1

Jede Person, die die öffentlichen Verkehrswege nicht in Einklang mit den Gesetzen und Regelungen benutzt oder die den Verkehr behindert, muss sich sofort an die Anordnungen der Polizeiagenten halten.

Für den Zweck der vorliegenden Verordnung, werden die öffentlichen Verkehrswege in Einklang mit der großherzoglichen Regelung vom 18. März 2000 in Abänderung der großherzoglichen Regelung vom 23. November 1955 über die Verkehrsregelung auf allen öffentlichen Verkehrswegen bestimmt, d.h.:

Jegliche Gelände einer Straße oder eines Weges, die für den öffentlichen Verkehr zugelassen sind, mit der Fahrbahn, den Bürgersteigen, den Seitenstreifen und den damit verbundenen Geländen, einschließlich die Böschungen, die geräuschkämpfenden Hänge und die für den Unterhalt dieser Gelände erforderlichen Betriebswege. Die öffentlichen Plätze, die Fahrradwege und die Fußgängerwege zählen ebenfalls zu diesen öffentlichen Verkehrswegen.

Zum Zweck dieser Verordnung gilt als Wohngebiet, der Teil des Gemeindegebietes, der durch den grafischen Teil des allgemeinen Bebauungsplans begrenzt ist und auf diesem Plan als Wohngebiet oder Aktivitätsgebiet definiert ist.

Artikel 2

Es ist verboten den freien Verkehr auf den öffentlichen Verkehrswegen ohne legitimen Grund oder besondere Erlaubnis zu behindern.

Über Umzüge, die auf den öffentlichen Verkehrswegen stattfinden, muss der Bürgermeister im Prinzip wenigstens acht Tage vor dem von den Organisatoren vorgesehenen Datum hierfür unterrichtet werden.

Artikel 3

Es ist verboten die öffentlichen Verkehrswege zu besetzen, um hier einen Beruf, eine industrielle, geschäftliche, handwerkliche oder künstlerische Tätigkeit auszuüben, ohne hierfür über eine Erlaubnis des Bürgermeisters zu verfügen. Eine solche Erlaubnis kann unter Bedingungen gewährt werden, was den freien und bequemen Durchgang betrifft, sowie auch die öffentliche Sicherheit, Ruhe und Gesundheit.

Artikel 4

Verteiler von Mitteilungsblättern, Anzeigen, freien Plakaten und Prospekten dürfen die Passanten nicht ansprechen, aufhalten oder diesen folgen. Auch dürfen sie nicht den freien Verkehr auf den öffentlichen Verkehrswegen behindern.

Artikel 5

Unbeschadet der gemäß anderen gesetzlichen oder regelnden Bestimmungen erteilten Erlaubnisse, ist es verboten, wenn dies nicht erforderlich ist, die Straßen, Plätze und jegliche anderen Teile der öffentlichen Verkehrswege zu behindern, entweder indem hier Materialien oder sonstige andere Gegenstände abgestellt oder stehen gelassen werden, oder aber indem hier irgendwelche Arbeiten durchgeführt werden; Waren oder Materialien, die abgeladen werden oder zum Laden bestimmten sind, müssen sofort von den öffentlichen Verkehrswegen entfernt werden. Danach müssen diese sorgfältig von jeglichem Abfall befreit werden.

Artikel 6

Alle Arbeiten, die eine Gefahr für die Passanten darstellen, müssen durch ein gut sichtbares Warnzeichen gekennzeichnet sein. Wenn von diesen Arbeiten eine besondere Gefahr ausgeht, kann der Bürgermeister zusätzliche angemessene Maßnahmen vorschreiben.

Artikel 7

Unbeschadet der Bestimmungen der Regelung über Bauten, müssen die Löcher und Ausgrabungen, die sich entlang der öffentlichen Verkehrswege befinden, von den Personen, die diese verursacht haben, fest abgedeckt oder geschlossen werden.

Artikel 8

Vorbehaltlich der Bestimmungen von Artikel 33, ist es verboten, raucherzeugende Mittel, Knallkörper, explosive Gegenstände, stinkende oder tränenauslösende Mittel im Inneren des Wohngebietes freizusetzen oder loszulassen sowie auch in einer Entfernung von weniger als 100 Meter des Wohngebietes. Der Bürgermeister kann diese jedoch auf Anfrage bei der Gelegenheit von öffentlichen Festen erlauben.

Artikel 9

Es ist verboten die öffentlichen Verkehrswege auf jegliche Art und Weise zu beschmutzen, sei es dadurch, dass hier irgendwelche Gegenstände abgeworfen, abgestellt oder hinterlassen werden.

Die Inhaber oder Hüter von Hunden müssen verhindern, dass diese Tiere durch ihre Ausscheidungen, die Bürgersteige, die Straßen und Plätze beschmutzen, die zu dem Wohngebiet oder aber zu einer Fußgängerzone zählen sowie auch die Spielplätze, Spielflächen und öffentlichen Grünflächen und die Bauten, die sich an deren Randgebieten befinden. Sie müssen die Ausscheidungen der Tiere beseitigen.

Artikel 10

Es ist auf allen Teilen der öffentlichen Verkehrswege verboten Rutschbahnen zu machen, zu rutschen, Schlittschuh zu laufen oder Schlitten zu fahren außer auf den Plätzen, die hierfür vorgesehen oder vorbehalten sind.

Artikel 11

Es ist verboten mit Steinen oder sonstigen Wurfgegenständen in den Straßen, auf den Plätzen und den öffentlichen Verkehrswegen zu werfen.

Artikel 12

Zäune aus Stacheldraht dürfen nicht entlang den öffentlichen Verkehrswegen angebracht werden.

Die Zugänge zu den Wiesen, in denen sich Tiere aufhalten und die sich entlang der öffentlichen Verkehrswege befinden, müssen sich nach Innen öffnen.

Artikel 13

Die Kellereingänge oder sonstige Öffnungen, die sich auf der Ebene des Bürgersteiges oder der Fahrbahn befinden, müssen geschlossen bleiben, außer wenn die für den Schutz der Passanten erforderlichen Maßnahmen getroffen wurden, sie dürfen nur während der unbedingt erforderlichen Zeit geöffnet sein.

Artikel 14

Die Bäume, Sträucher oder Pflanzen müssen von den Personen geschnitten werden, die hierfür zuständig sind und zwar so, dass kein Ast den Verkehr behindert, sei es dadurch, dass er in die öffentlichen Verkehrswege hinausragt oder die gute Sicht behindert.

Artikel 15

Die Bewohner müssen die Bürgersteige und Abzugsgräben, die sich vor ihrem Haus befinden, sauber halten.

Falls der Verkehr durch Glatteis oder Schneefälle gefährlich oder schwierig geworden ist, müssen die Bewohner die Bürgersteige vor ihrem Haus ausreichend befreien. Sie sind dazu verpflichtet den Schnee oder das Glatteis zu beseitigen oder Streumittel zu benutzen, das Unfälle vermeidet.

Wenn ein Haus von mehreren Bewohnern benutzt wird, gelten die Verpflichtungen aus den vorhergehenden Absätzen für jeden einzelnen davon, außer wenn diese auf vertraglich Art und Weise auf einen von ihnen oder auf einen Dritten übertragen wurden.

In Abwesenheit einer Vereinbarung gilt:

- für die Gebäude mit einem gewerblichen Zweck oder Wohn- und Gewerbe-
zweck, gelten die Verpflichtungen für den Benutzer des Erdgeschosses;
- für die Gebäude, die von Verwaltungen, Unternehmen oder sonstigen
Einrichtungen benutzt werden, gelten diese Verpflichtungen für die
Person, die vorort die Leitung der hier untergebrachten Dienste wahr-
nimmt.

Für leer stehende Gebäude und nicht bebaute Grundstücke gelten diese Verpflichtungen für den Eigentümer und beschränken sich auf die endgültig eingerichteten Bürgersteige und die diese verbindenden provisorischen Abschnitte.

In Abwesenheit von Bürgersteigen müssen die Benutzer diese Verpflichtungen auf einem Streifen von 1 Meter breit entlang den angrenzenden Gebäuden wahrnehmen.

Bei Minustemperaturen ist es verboten Wasser auf die Bürgersteige, die Seitenstreifen oder irgendeinen anderen Teil der öffentlichen Verkehrswege zu gießen.

Artikel 16

Ältere Menschen und behinderte Menschen sind von den im vorherigen Artikel angeführten Verpflichtungen entbunden, falls diese von der Gemeindeverwaltung für sie wahrgenommen werden.

Artikel 17

Es ist verboten auf die Fensterbänke oder auf sonstige Teile der Gebäude entlang der öffentlichen Verkehrswege einen Gegenstand zu setzen, ohne die erforderlichen Vorkehrungen zu treffen, damit dieser nicht herunterfallen kann.

Artikel 18

Unbeschadet der Erfordernisse die durch andere gesetzliche und regelnde Bestimmungen vorgesehenen Zulassungen einzuholen, müssen die Gegenstände, die sich entlang der öffentlichen Verkehrswege, auf den Fassaden der Gebäuden befinden oder über den öffentlichen Verkehrswegen aufgehängt werden, so vorgenommen werden, dass die Sicherheit und die Bequemlichkeit des Durchgangs gewährleistet ist.

KAPITEL II – Öffentliche Ruhe

Artikel 19

Es ist verboten die öffentliche Ruhe durch Schreie und zu viel Lärm zu stören.

Artikel 20

Die Inhaber oder Hütern von Tieren müssen die erforderlichen Maßnahmen treffen, um zu verhindern, dass diese Tiere die öffentliche Ruhe oder die Ruhe der Einwohner durch Gebell, Geheul oder wiederholende Schreie stören.

Artikel 21

Die Lautstärke der Radio- und Fernsehgeräte sowie von allen anderen Geräten für die Wiedergabe von Ton, die im Inneren der Gebäude benutzt werden, muss so eingestellt sein, dass sie die Nachbarschaft nicht stört.

Auf keinen Fall dürfen diese Geräte im Inneren der Gebäude benutzt werden, wenn die Fenster oder Türen geöffnet sind, oder auf den Balkonen oder im Freien, wenn dadurch Dritte gestört werden können.

Die Bestimmungen von Absatz 1 und 2 gelten ebenfalls für Musikinstrumente aller Art sowie für Gesang und Vorträge.

Artikel 22

Es ist verboten, die unter Absatz 1 von Artikel 21 aufgeführten Geräte in der Öffentlichkeit einzuschalten und dies unter anderem in den öffentlichen Orten, Plätzen und Verkehrswegen, in den Einrichtungen, Erholungsbereichen, Gärten, Wäldern und öffentlichen Gärten. Als Ausnahme gelten Geräte, die sich in privaten Fahrzeugen befinden, wenn diese keine Störung für Dritte darstellt.

Artikel 23

Den Inhabern und Betreibern von Getränkeausgaben, Gaststätten, Konzertsälen, Vereinshäusern, Tanzlokalen und anderen Vergnügungsorten ist es verboten, hier irgendwelchen Gesang oder Musik zu erlauben oder die unter Absatz 1 von Artikel 21 aufgeführten Geräte einzuschalten, nach 1 Uhr und vor 7 Uhr morgens. In Fällen, in denen die Schließzeit verschoben wurde, gilt dieses Verbot erst ab dieser neuen Zeit.

Artikel 24

Unbeschadet der Bestimmungen des großherzoglichen Erlasses vom 15. September 1939 betreffend die Benutzung der Radiogeräte, der Grammophone und der Lautsprecher und vorbehaltlich der Regelung für wie erforderlich zugelassene Feste, Volksfeste und andere öffentliche Feierlichkeiten, ist die Benutzung von Lautsprechern außerhalb den Häusern oder, die den Ton nach Außen hin abgeben, sowie von tragbaren Lautsprechern von 21 Uhr bis 8 Uhr verboten. Mit dem gleichen Vorbehalt ist diese Benutzung auch während dem Tag in der Nähe von Schulen, Kultstätten, Friedhöfen und Einrichtungen für ältere Menschen untersagt.

Artikel 25

Es ist verboten die nächtliche Ruhe auf irgendeine Art und Weise zu stören. Diese Regel gilt auch für die Durchführung von Arbeiten zwischen 22 Uhr und 7 Uhr, wenn dies Dritte stören kann, außer:

- im Falle von höherer Gewalt, in der ein sofortiges Einschreiten erforderlich ist;
- bei Arbeiten von öffentlichem Nutzen;
- für die durch die geltenden gesetzlichen und regelnden Bestimmungen vorgesehenen Ausnahmen.

Die Benutzung von Glascontainer ist zu den gleichen Zeiten untersagt.

Artikel 26

Im Inneren des Wohngebietes sowie in einer Entfernung von weniger als 100 Meter des Wohngebietes ist es verboten nach 23 Uhr und vor 8 Uhr Kegeln zu spielen.

Wird diese Bestimmung nicht beachtet, sind der Betreiber der Kegelbahn und die Spieler strafbar.

Artikel 27

Es ist verboten den Motor ohne Grund im Leerlauf anzulassen sowie Motorräder und motorisierte Fahrräder in den Häuserzufahrten, Durchgängen und Binnenhöfen von Wohnblöcken anzulassen.

Nachts darf der Lärm durch das Schließen von Fahrzeugtüren und Garagentüren sowie das Anlassen und Abstellen von Fahrzeugen, Dritte nicht stören.

Artikel 28

Wenn es nicht möglich ist, Lärm durch die Benutzung von Geräten, Maschinen oder Einrichtungen gleich welche Art zu vermeiden, muss dieser Lärm dadurch erträglich gemacht werden, dass die Dauer der Arbeiten begrenzt wird und diese in Abschnitten durchgeführt werden oder aber an einem Ort, der hierfür besser geeignet ist.

Artikel 29

Lärmerzeugende industrielle oder handwerkliche Arbeiten müssen, sofern möglich, in geschlossenen Räumen bei geschlossenen Fenstern und Türen ausgeführt werden.

Artikel 30

Unbeschadet der vorhergehenden Bestimmungen, gelten folgende Vorschriften für Bauarbeiten:

- a) Die Maschinen, die für die Bauarbeiten und Gestaltungsarbeiten benutzt werden, müssen sofern möglich, elektrisch betrieben werden. In der Nähe von Kindertagesstätten, Schulen oder wissenschaftlichen Instituten, Kultstätten, Friedhöfen und Einrichtungen für ältere Menschen kann eine andere Art von Antrieb nur mit der ausdrücklichen Erlaubnis des Bürgermeisters benutzt werden.

Diese Bestimmung gilt ebenfalls für automatische Hammer und Bohrmaschinen.

- b) Wenn die Benutzung von Explosionsmotoren erlaubt ist, müssen diese mit einem wirksamen Lärmdämmer ausgestattet sein.
- c) Der Lärm aus Kompressoren oder Pressluftgeräten, von Pumpen oder ähnlichen Maschinen muss auf wirksame Art und Weise durch die angemessenen Vorrichtungen gedämpft sein, unter anderem durch lärmhemmende Überzüge.
- d) Wenn Dritte gestört werden können, ist es verboten Maschinen zu benutzen, die aufgrund ihres Alters, ihrer Abnutzung oder ihrer schlechten Wartung zusätzlichen Lärm verursachen können.
- e) Es ist verboten lärmzeugende Maschinen im Leerlauf zu lassen.

-
- f) Arbeiten, die Lärm verursachen, unter anderem Sägearbeiten, müssen sofern möglich in geschlossenen Räumen bei geschlossenen Fenstern und Türen durchgeführt werden.

Artikel 31

Im Inneren des Wohngebietes sowie in einer Entfernung von weniger als 100 des Wohngebietes ist folgendes untersagt:

- an Werktagen vor 8 (acht) Uhr und nach 20 (zwanzig) Uhr,
 - an Samstagen vor 8 (acht) Uhr und nach 18 (achtzehn) Uhr,
 - an Sonntagen und an Feiertagen,
1. die Benutzung von Maschinen mit lärmerzeugenden Motoren wie Rasenmäher, Gartenfräsen, Kettensägen und ähnlichen Geräten;
 2. die Ausführung von Arbeiten durch Privatpersonen zu nicht beruflichen Zwecken, sei es auf Privatgrundstücken, sei es im Inneren von Wohnungen in einem Wohnungsblock, mit thermischen oder elektrischen, lärmerzeugenden Motoren wie Betonmaschinen, mechanischen Sägen, Bohrmaschinen, Hobelmaschinen, Schleifmaschinen und ähnlichen Werkzeugen.

Artikel 32

Die Inhaber oder Hüter von akustischen Alarmanlagen müssen die erforderlichen Vorkehrungen treffen, um zu verhindern, dass die öffentliche Ruhe durch ein unnötiges Einschalten der Sirenen gestört wird.

KAPITEL III – Öffentliche Ordnung

Artikel 33

Es ist untersagt, ohne die Erlaubnis des Bürgermeisters, Spiele oder Wettbewerbe auf den öffentlichen Verkehrswegen zu organisieren, sowie auch Feuerwerke oder Beleuchtungen und Darbietungen oder Ausstellungen.

Artikel 34

Es ist verboten den Betrieb der öffentlichen Beleuchtung zu verstellen sowie auch von Beleuchtungsscheinwerfern und den Verkehrsampeln.

Artikel 35

Es ist verboten Feuer auf den öffentlichen Verkehrswegen zu machen.

Feuer, das in den Höfen, den Gärten oder auf anderen Grundstücken angezündet wird, muss beständig überwacht werden und darf die Nachbarn nicht stören und keine Gefahr für den Verkehr darstellen. Alle Sicherheitsmaßnahmen müssen getroffen werden damit sich das Feuer nicht ausweitet.

Es ist weiterhin verboten:

- a) Glut oder noch nicht erloschene Asche in Behälter aus brennbarem Material zu füllen.

Die Behälter, die diese Glut oder Asche beinhalten, müssen an Orten aufbewahrt werden, wo jegliche Gefahr von Brand und Vergiftung ausgeschlossen ist;

- b) eine offene Flamme für die Beleuchtung, die Heizung oder die Arbeit an Orten und in Räumen zu benutzen, bei denen eine besondere Brandgefahr besteht. Wenn Arbeiten mit Geräten mit einer offenen Flamme durchgeführt werden müssen, müssen alle Maßnahmen getroffen werden, um einen Brand zu verhindern;

- c) in Orten und Räumen zu rauchen, in denen brennbare oder explosive Produkte und Materialien aufbewahrt oder gehandhabt werden.

Es ist ebenfalls verboten auf den öffentlichen Verkehrswegen Fahrzeuge und Maschinen abzustellen und zu parken, die leicht entzündbare oder explosive Produkte transportieren. Beim Anhalten für das Auf- und Abladen, müssen alle Maßnahmen für die Sicherheit und den Schutz ergriffen werden. Dieses Verbot gilt auch für leere Fahrzeuge und Maschinen, die für den Transport von leicht entflammbaren flüssigen Produkten oder Produkten im Gaszustand benutzt wurden.

Artikel 36

Die Eigentümer müssen ihre Schornsteine beständig in einem guten Zustand halten.

Es ist verboten Schornsteine zu benutzen, bei denen eine Brandgefahr besteht, gleich aus welchem Grund auch immer.

Schornsteine von Brandstädten, die durch feste Brennstoffe betrieben werden, müssen wenigstens jedes Jahr geputzt werden. Die anderen Schornsteine müssen bei Bedarf überprüft und wenigstens alle drei Jahre geputzt werden.

Diese Verpflichtungen gelten für den Benutzer des Teils des Gebäudes, für den der Schornstein benutzt wird.

Für Schornsteine von gemeinsamen Heizungsanlagen, gelten diese Verpflichtungen für den Inhaber außer dieser hat eine andere Person damit beauftragt.

Im Falle eines nicht geteilten Gemeinschaftsbesitz, geltend diese für den Syndikus.

Artikel 37

Es ist verboten willentlich oder aus mangelnder Vorsicht, die öffentlichen Verkehrswege sowie die damit verbundenen Gebiete und jegliches private und öffentliche Eigentum zu zerstören, zu beschmutzen oder zu beschädigen.

Es ist verboten gleich auf welche Art und Weise, die Kennzeichnungen, Warnzeichen und Anzeigetafeln, Messgeräte sowie auch Namenschilder der Straßen und Nummernschilder der Bauten, die gesetzlich angebracht sind, zu verdecken, zu überdecken, zu versetzen oder abzunehmen.

Artikel 38

Es ist verboten:

- Haushaltswasser, schmutzige Flüssigkeiten gleich welcher Art oder Materialien, die die Sicherheit des Durchgangs oder die öffentliche Gesundheit beeinträchtigen könnten auf die öffentlichen Verkehrswege zu schütten oder über dies ablaufen zu lassen;
- Wasser zu lassen;
- Materialien, Gegenstände oder Produkte gleich welcher Art auf freie oder unbebaute Grundstücke zu schütten, hier abzustellen oder abzuwerfen, die schädlich für die öffentliche Gesundheit und die Hygiene sind.

Jeder Eigentümer eines Grundstücks muss dieses in sauberem Zustand halten.

Ist dies nicht der Fall, wird der Bürgermeister eine Frist festsetzen, binnen der die Arbeiten durchgeführt werden müssen. In Ermangelung, Verweigerung oder Verspätung durch den Eigentümer wird die Gemeindeverwaltung diese Arbeiten auf Kosten und alleinige Verantwortung des Eigentümers vornehmen lassen.

Artikel 39

Es ist verboten die Gebäude und öffentliche Monumente, Gitter oder sonstige Zäune, öffentliche Beleuchtungspfähle und Schilder oder zu erklettern sowie auch Bäume, die auf den öffentlichen Verkehrswegen gepflanzt sind.

Artikel 40

Außer einer Erlaubnis durch den Bürgermeister ist es den Personen und privatrechtlichen Unternehmen verboten, auf öffentlichen Verkehrswegen Zeichen, Firmenzeichen, Aufschriften, Zeichnungen, Bildern oder Malereien anzubringen.

Artikel 41

Es ist verboten die Leitungen, Kanalisationen, Kabel von öffentlichen Einrichtungen zu handhaben und unter anderem die Hähne oder Ventile davon zu bedienen oder zu verstellen und deren Abdeckungen oder Gitter zu beseitigen.

Artikel 42

Jeder nicht begründete Anruf an die Dienste der großherzoglichen Polizei sowie an einen staatlichen oder kommunalen Rettungsdienst ist verboten.

Es ist verboten die Alarmsignale oder Warnsignale dieser Dienste nachzuahmen oder zu benutzen.

Artikel 43

Es ist verboten die Ankunft oder die Anwesenheit der Polizeibeamten bekannt zu geben mit dem Ziel diese bei der Ausführung ihrer Dienste zu behindern.

Artikel 44

Jegliche Störung der öffentlichen Ordnung durch Vandalismus oder Böswilligkeit ist untersagt.

Artikel 45

Es ist verboten Teppiche, Fußmatten, Decken, Bettzeug, Putzlappen oder sonstige ähnliche Gegenstände auf den öffentlichen Verkehrswegen oder den Türen, Fenstern, Balkonen oder Terrassen, die auf die öffentlichen Verkehrswege geben, auszuschlagen oder auszuschütten.

Dieses Verbot gilt auch für Türen, Fenstern, Balkonen oder Terrassen, die nicht sofort auf die öffentlichen Verkehrswege geben jedoch zu einem Gebäude gehören, in dem mehrere Haushalte wohnen.

Im Allgemeinen ist es verboten, diese Arbeit zu verrichten, wenn dadurch Nachbarn oder Passanten gestört werden.

Artikel 46

Es ist nicht erlaubt in den Wohnhäusern und in den damit verbundenen Räumlichkeiten und Einrichtungen sowie in der Nähe von Wohnungen, Tiere zu halten, außer wenn hierfür alle erforderlichen Hygienemaßnahmen getroffen wurden, um jegliche Störungen von Dritten zu verhindern.

Es ist auch verboten, Tiere anzulocken, wenn dies die Nachbarschaft beeinträchtigt oder stören kann.

Artikel 47

Es ist verboten in der Öffentlichkeit in einer unanständigen oder skandalisierenden Aufmachung zu erscheinen. Es ist auch verboten sich im Badeanzug oder mit freiem Oberkörper in den öffentlichen Straßen und Plätzen aufzuhalten, dies in Einklang mit Art. 1, Absatz 1 und 3.

Artikel 48

Im Interesse der Sicherheit und der Bequemlichkeit der Benutzer der öffentlichen Verkehrswege, der öffentlichen Gesundheit und Ruhe ist es allen Personen untersagt sich zum Zweck der Prostitution auf den öffentlichen Verkehrswegen aufzuhalten.

Artikel 49

Es ist allen Personen untersagt in den öffentlichen Straßen, Plätzen und Orten mit verdecktem oder verummtem Gesicht zu erscheinen.

Artikel 50

Bei sportlichen Veranstaltungen und anderen Versammlungen ist es verboten, durch das eigene Verhalten die Sicherheit und die Integrität der Teilnehmer oder des Publikums zu gefährden.

KAPITEL IV – Strafen

Artikel 51

Unbeschadet der in geltenden Gesetzen vorgesehenen Strafen, werden Verstöße gegen die Vorschriften der vorliegenden Verordnung mit einer Geldstrafe von 25 € bis zu 250 € geahndet.

KAPITEL V – Aufhebende Bestimmungen

Artikel 52

Als aufgehoben gilt die Regelung über den Lärmschutz vom 29.05.1989 sowie alle anderen dieser Verordnung gegensätzlichen Bestimmungen.

General police regulation

Approved by the municipal council on 29/09/2003
Approved by the Minister of the Interior on 14/10/2003

The municipal council,

Given article 50 of the decree of 14 December 1789 regarding the constitution of municipalities;

Given article 3, heading XI of the decree of 16-24 August 1790 regarding the judiciary organization;

Given the law of 27 June 1906 regarding the protection of public health;

Given the grand-ducal decree of 15 September 1939 regarding the use of radio sets, gramophones and loudspeakers;

Given the law of 14 February 1955 regarding the regulation of traffic on all public roads as amended and completed subsequently as well as the grand-ducal decree of 23 November 1955 regarding the regulation of traffic on all public roads as amended subsequently;

Given the law of 19 November 1975 regarding the increase of the penalties to be pronounced by the courts;

Given the law of 21 June 1976 regarding noise prevention;

Given the grand-ducal decree of 13 February 1979 regarding the noise level in the immediate surroundings of establishments and building sites;

Given the law of 21 November 1980 regarding the organization of the direction of the Health Department;

Given the law of 11 August 1982 regarding the protection of nature and natural resources;

Given the municipal law of 13 December 1988;

Given the law of 13 June 1994 regarding the regulation of sanctions and penalties;

Given the law of 17 June 1994 regarding waste prevention and management;

Given the law of 31 May 1999 regarding the police and the general police inspection;

Given the law of 01/08/2001 regarding the change to the Euro on 01/01/2002 and amending some legislative provisions;

Given the advice ref. HKP/hm-66/4.2003 of 05/06/2003 by the doctor of the Health Department direction in charge of sanitary inspection;

After deliberation as required by law,

with twelve votes and one abstention, issues the following regulation

CHAPTER I – Security and commodity of passage in public streets, places and roads

Article 1st

Any person using the public roads in violation of laws and regulations or hindering traffic shall immediately comply with the orders of the police officers.

For the purpose of the present regulation, the terms public roads are defined in accordance with the grand-ducal decree of 18 March 2002 in amendment of the grand-ducal decree of 23 November 1955 regarding the regulation of traffic on all public roads, i.e.:

Any part of a road or way open to public traffic, thus the roadway, the sidewalks, the verges and any other related parts, including embankments, noise absorbing hills and functional ways necessary for the maintenance of these areas. Public places, cycling paths and pedestrian ways are also part of public roads.

For the purpose of the present regulation a residential area is defined as the part of the municipal territory corresponding to the graphic delimited part on the general development plan and defined therein as residential or activity area.

Article 2

It is forbidden to hinder free traffic on the public roads without legitimate reason or without previous authorization.

The mayor shall be informed in principle about processions to take place on the public roads at least eight days before the day scheduled by the organizers.

Article 3

It is forbidden to carry out a profession, an industrial, commercial, handicraft or artistic activity on the public roads without previous authorization by the mayor. Such authorization may be subject to conditions as for instance preserving the free and easy passage, as well as public security, tranquility and health.

Article 4

Persons handing out papers, announcements, flyers and leaflets may not call on, stop or follow passers-by nor hinder the free traffic on the public roads.

Article 5

Without prejudice to authorizations granted by virtue of other legal or regulatory provisions, it is forbidden to obstruct streets, places or any other parts of the public roads without necessity either by putting or leaving materials or any other objects on such roads or by carrying out works of whatever type on such roads; goods or materials, which were unloaded or are to be loaded shall be immediately removed from the public roads and such roads shall be carefully cleaned from all residuals or waste.

Article 6

Any work representing a danger for passers-by shall be indicated by a well-visible sign warning of such danger. If the works present a particular danger, the mayor may require additional and appropriate precautions to be taken.

Article 7

Without prejudice to the provisions of the regulation regarding buildings, holes and excavations along the public roads shall be solidly covered and closed by those who have made them.

Article 8

Under reserve of the provisions of article 33, it is forbidden to throw and activate smoke and sparks producing materials or explosives, bad smelling or lacrymogenous substances inside the residential area as well as in a distance of less than 100 meters of such area. The mayor may however authorize such use upon request for public celebrations.

Article 9

It is forbidden to put dirt on the public roads in whatever way and to throw, put or leave any objects on such roads.

Dog owners or holders shall prevent their animals from leaving their excrements on the sidewalks, roads and places which are part of a residential area or a pedestrian area, a play area or play ground and public green areas as well as next to the buildings along these areas. They shall remove such excrements.

Article 10

It is forbidden to make slides or to slide, ice-skate or sledge on any part of the public roads unless in those places foreseen or reserved for such purpose.

Article 11

It is forbidden to throw stones or other objects in public streets, places and roads.

Article 12

Barded wire fences are forbidden along the public roads.

Doors to kettle parks along the public roads shall open towards the interior.

Article 13

Entrances to cellars or other openings on the sidewalk or the road shall be kept close unless required measures to protect passers-by were taken; they may only stay open as long as absolutely necessary.

Article 14

Trees, hedges or plants shall be cut by those who are in charge of them to prevent any branch from hindering traffic by hanging out on the public roads or by preventing good visibility.

Article 15

Residents shall keep clean the sidewalks and channels which run along their buildings.

In case traffic has become dangerous or difficult because of ice or snow falls, residents shall provide for sufficient cleaning of the sidewalks along the same buildings. They are obliged to remove the snow or ice or to use materials of such type to prevent accidents.

In case of several residents, the obligations from the above paragraphs are applicable to each of them unless they were delegated contractually to one of them or a third party.

However, in absence of any such agreement:

- for buildings for business use or business and residential use, such obligations lie with the resident of the ground-floor;
- for buildings used by administrations, companies or other establishments, such obligations lie with the person who has the function of directing the services located in this building.

For unoccupied buildings and land plots without buildings, such obligations lie with the owner and are limited to the final sidewalks and temporary road parts that run up to them.

In absence of sidewalks, residents shall comply with these obligations on a strip of 1 meter large along the buildings.

In case of temperatures below 0°C, it is forbidden to throw water on the sidewalks, verges and any other part of the public roads.

Article 16

Elderly persons and disabled persons are discharged from the obligations foreseen in the foregoing article to the extend such obligations are taken in charge by the municipal administration.

Article 17

It is forbidden to place on windowsills or other parts of the building along the public roads any object without taking the necessary measures to prevent such object from falling.

Article 18

Without prejudice of the necessity to obtain the authorizations required by other legal or regulatory provisions, objects placed along the public roads, on the facades of the buildings or suspended above the public roads shall be installed in order to guarantee the security and commodity of traffic.

CHAPTER II – Public tranquility

Article 19

It is forbidden to disturb public tranquility by shouting and excessive noise.

Article 20

Owners or holders of animals shall take the necessary provisions in order to avoid that these animals disturb public tranquility or the rest of inhabitants by barking, roaring or repetitive shouts.

Article 21

The intensity of radio and television sets as well as of any other device for the reproduction of sound used in the interior of buildings shall be set in order to not disturb the neighborhood.

In no case may these devices be used inside buildings if windows or doors are open nor on balconies or outside if third persons may be disturbed by this.

The provisions of paragraph 1 and 2 also apply to music instruments of any kind as well as singing and reciting.

Article 22

It is forbidden to switch on in public the devices mentioned under paragraph 1 of article 21 and this for instance on public places, areas and roads, in public establishments, recreation areas, gardens, woods and parks with the exception of devices located in private cars if such use does not disturb any third person.

Article 23

It is forbidden to owners and tenants of drink shops, restaurants, concert halls, meeting premises, dancing and other leisure premises to tolerate any type of singing or music, to use the devices listed under paragraph 1 or article 21 after 1 and before 7 a.m. However in case closing time is later, such restriction applies to the new closing time.

Article 24

Without prejudice to the provisions of the grand-ducal decree of 15 September 1939 regarding the use of radio sets, gramophones and loudspeakers and under reserve of the regulation applicable to fairs, municipal fairs and other public feasts duly authorized, the use of loudspeakers installed outside of buildings or directed towards the outside as well as transportable loudspeakers is forbidden from 9 p.m. to 8 a.m. The same reserves apply even during the day in the neighborhood of schools, religious buildings, cemeteries and institutions for elderly people.

Article 25

It is forbidden to disturb night rest in whatever way. This rule also applies to the execution of any work between 10:00 p.m. and 7:00 a.m. if this may disturb third persons unless:

- in a case of force majeure requiring immediate intervention;
- in case of works of public utility;
- in case of exceptions foreseen by the legal and regulatory provisions.

The use of glass containers is forbidden at the same hours.

Article 26

Inside residential areas as well as in a distance of less than 100 meters from the residential areas, it is forbidden to play bowling after 11:00 p.m. and before 8:00 a.m.

In case of violation of this provision the operator of the bowling place and the players are liable to legal pursuit.

Article 27

It is forbidden to let engines run without any need as well as to switch on motorcycles or motorbikes in house entrances, passage ways and yards of residential buildings and renting blocs.

During the night the noise caused by closing car doors and garage doors as well as by starting or stopping cars shall not disturb third persons.

Article 28

If it is not possible to avoid noise by using devices, machines or installations of any type, such noise shall be made bearable by limiting the duration of works, carrying them out in shifts or in a location more appropriate to do so.

Article 29

Noisy industrial or handicraft works shall, to the extent possible, be carried out in close premises with windows and doors shut.

Article 30

Without prejudice to the foregoing provisions, the following requirements are applicable to construction works:

- a) machines used for construction or urbanization works shall be powered by electricity if this is possible. In the neighborhood of day-care centers for children, schools and scientific institutes, religious buildings, cemeteries and institutions for elderly people, a different power source may only be used with the express authorization of the mayor.

The present provision also applies for automatic hammers and drills.

-
- b) If fuel powered engines may be used, they shall be fitted with an efficient noise-reducing device.
 - c) The noise of compressors or pneumatic devices, pumps or similar machines shall be reduced in an efficient way by appropriate equipment and for instance noise absorbing coverings.
 - d) If third parties can be disturbed, it is forbidden to use machines, which due to their age, use or bad state cause additional noise.
 - e) It is forbidden to let noisy machines run without need.
 - f) Noisy works, for instance sawing shall, to the extend possible, be carried out in close premises with windows and doors shut.

Article 31

Inside residential areas as well as in a distance of less than 100 meters of the residential areas the following is forbidden:

- on business days before 8 (eight) a.m. and after 8 (eight) p.m.,
 - on Saturdays before 8 (eight) a.m. and after 6 (six) p.m.,
 - on Sundays and holidays,
1. the use of machines with noisy engines as lawn cutters, cultivators, chain saws and similar machines;
 2. works by private persons for non professional reasons either on private property or inside apartments located in a group of residential buildings using noising thermal or electrical engines as for instance concrete mixers, mechanic saws, drills, polishing machines and other similar machines and tools.

Article 32

The owner or holder of acoustic alarm systems shall take the necessary measures to prevent public tranquility to be disturbed by the abusive start of sirens.

CHAPTER III – Public order

Article 33

It is forbidden, without the authorization of the mayor, to organize plays or competitions on the public roads, to make fireworks or illuminations, to organize shows and exhibitions.

Article 34

It is forbidden to intervene in the functioning of the public lighting, projectors and traffic lights.

Article 35

It is forbidden to make fire on the public roads.

Fires made in yards, gardens and on other plots of land shall be under continuous supervision and may not disturb the neighbors nor represent a danger for traffic. Any security measures shall be taken to prevent the fire from spreading.

It is furthermore forbidden:

a) to put embers or hot ashes in containers made out of combustible material.

Containers with such embers or ashes shall be put in such places where any danger of fire or intoxication is excluded;

b) to use an open flame for lighting purposes, heating or working in places and rooms with a danger of fire. In case works with devices with an open flame have to be carried out, all measures have to be taken to prevent fire;

c) to smoke in places and rooms where easily inflammable or explosive products or materials are handled or stored.

It is also forbidden to station or park on the public roads vehicles and engines, which transport easily inflammable or explosive products. During stops for loading and unloading all security measures for protection shall be taken. This restriction also applies to empty vehicles used for the transport of easily inflammable liquid or gas products.

Article 36

Owners shall constantly maintain their chimney in good state.

It is forbidden to use chimneys, which represent a danger of fire for whatever reason.

Chimneys of fireplaces using solid combustibles shall be cleaned at least every year. Other chimneys shall be inspected and if necessary cleaned but at least every third year.

The obligations lie with the resident of the part of the building using said chimney.

For chimneys of common heating installations, these obligations lie with the owner unless they have been delegated to a third person.

In case of undivided co-ownership they lie with the managing agent.

Article 37

It is forbidden either intentionally or by lack of caution to destroy, soil or damage public roads or the related areas as well as any public or private property.

It is forbidden to cover, mask, move or remove in whatever way signs and signals for warning or indication purposes, control devices or even name plates of streets and number plates of houses which were legally set up or affixed.

Article 38

It is forbidden:

- to evacuate on the public roads used water from households or any materials which may put in danger the safety of traffic or public health;
- to urinate;
- to evacuate, put or throw on unused or not constructed land, whether fenced in or not, any material, object or product, which may be harmful to public health or hygiene.

Any owner of a plot of land shall keep this plot in a clean state.

If this is not the case, the mayor shall fix a deadline for which works have to be carried out. If the owner does not proceed or does not want to proceed to such works for the given deadline the municipal administration will proceed to such works at costs and the sole liability of the owner.

Article 39

It is forbidden to climb on buildings and monuments, grids or other fences, lighting masts or masts of public signalization as well as trees planted along the public roads.

Article 40

Unless authorized by the mayor, persons and legal entities of private law may not cover public roads with signs, logos, inscriptions, drawings, pictures or paintings.

Article 41

It is forbidden to intervene on ducts, canalizations, cables and public equipment, for instance to operate or intervene on valves and to remove caps and grids that are covering them.

Article 42

Any unjustified call to the services of the Luxembourg police as well as any state or municipal emergency service is forbidden.

It is forbidden to imitate or use the alarm signals or warning signals of these services.

Article 43

It is forbidden to give information about the arrival or the presence of the police officers with the aim to prevent them from doing their job.

Article 44

Any disturbance of public order by vandalism or malice is forbidden.

Article 45

It is forbidden to clean carpets, mats, blankets, mattresses, towels or any similar objects on the public roads or on the doors, windows, balconies or terraces directly giving to the public roads.

The same restriction applies if such doors, windows, balconies or terraces are not directly located on the public roads but are part of a building used by several households.

In general, it is forbidden to do so if this can disturb passers-by or neighbors.

Article 46

It is only allowed to keep animals in residential houses and their related parts as well as in the neighborhood of such houses if all necessary measures for hygiene are taken and any disturbance of third persons is excluded.

It is also forbidden to attract animals if doing so is damageable to the health or is disturbing the neighborhood.

Article 47

It is forbidden to appear in public dressed in an indecent way or which may lead to a scandal. It is also forbidden to walk or stay in public places in swimming trunks or topless as defined in article 1, para. 1 and 3.

Article 48

In the interest of the security and the commodity of the users of the public roads, public health and tranquility, any person is forbidden to use public roads to exhibit for prostitution.

Article 49

It is forbidden to any person to show up in public streets, places and areas with his/her face covered or wrapped.

Article 50

During sport events and any other gatherings, it is forbidden to put in danger by one's behavior the security or the integrity of the participants and the public.

CHAPTER IV – Sanctions

Article 51

Without prejudice to the sanctions foreseen by the existing laws, violations of the provisions of the present regulation shall be punished by a fine between 25 € and 250 €.

CHAPTER V – Abrogating provisions

Article 52

The regulation regarding the protection against noise of 29/05/1989 as well as any other provisions contrary to the present regulation are abrogated.

Sommaire/Inhalt/Index

Règlement de police (version française)	page 3
Polizeireglement (deutsche Fassung)	Seite 17
Police Regulation (english version)	page 33

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MAMER

B.P. 50 L-8201 Mamer

www.mamer.lu



ADMINISTRATION CENTRALE

Place de l'Indépendance

Bureaux ouverts au public:

Secrétariat, Etat Civil, Recette:

lundi-vendredi: 08.00 – 11.30 / 13.30 – 16.00 hrs

Bureau de la population:

lundi: 08.00 – 11.30 hrs fermé l'après-midi

mardi, jeudi, vendredi: 08.00 – 11.30 / 13.30 – 16.00 hrs

mercredi: 08.00 – 11.30

13.30 – 19.00 hrs excepté la veille de jours fériés

Permanence téléphonique jusqu'à 17.00 heures

31 00 31 - 72 téléfax

RECEPTION

31 00 31 - 1 Deborah SCHETTINI, dschettini@mamer.lu

COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

31 00 31 - 74 Gilles ROTH, bourgmestre

31 70 43 téléphone privé

gilles.roth@mamer.lu

31 00 31 - 75 Roger NEGRI, 1^{er} échevin

31 21 66 téléphone privé

31 38 03 fax privé

roger.negri@mamer.lu

31 00 31 - 76 Marcel SCHMIT, 2^e échevin

31 95 20 téléphone privé

31 18 29 fax privé

marcel.schmit@mamer.lu

31 00 31 - 1 Collège des bourgmestre et échevins (sur rendez-vous)

BUREAU DE POPULATION

31 00 31 - 51 Tom PLUNE, préposé, tplune@mamer.lu

31 00 31 - 55 Claude SPILMAN, cspilman@mamer.lu

31 00 31 - 32 Mireille KARIGER, mkariger@mamer.lu

ENSEIGNEMENT / ETAT CIVIL / INDIGENAT

31 00 31 - 43 Marco VERSALL, mversall@mamer.lu

RELATIONS PUBLIQUES / SERVICE ECOLOGIQUE

31 00 31 - 36 Marie-Claire JACOBS, mjacobs@mamer.lu

SECRETARIAT

31 00 31 - 31 Guy GLESENER, secrétaire communal, gglesener@mamer.lu

31 00 31 - 34 Jean-Paul JOST, secrétaire adjoint, jjost@mamer.lu

31 00 31 - 44 Diane COENJAERTS, dcoenjaerts@mamer.lu

31 00 31 - 37 Steve KEISER, personnel, skeiser@mamer.lu

31 00 31 - 45 Claude LENTZ, informatique, clentz@mamer.lu

31 00 31 - 33 Pascale WAMPACH-EVEN, gestion des salles, peven@mamer.lu

31 00 31 - 52 Maria PIER, mpier@mamer.lu

RECETTE COMMUNALE

31 00 31 - 41 Emile NOESEN, receveur communal, enoesen@mamer.lu

31 00 31 - 42 Christian STEINBORN, csteinborn@mamer.lu

CONCIERGE DU MAMER SCHLASS

31 00 31 - 30 Yves FISCHER, yfischer@mamer.lu

31 00 31 - 30 Marc FISCHER

31 00 31 - 89 téléfax (concierge)

SERVICE TECHNIQUE COMMUNAL

7b, route de Dippach

Adresse postale: B.P. 50 L-8201 Mamer

Bureaux ouverts au public: de 8.00 à 12.00 et de 13.00 à 17.00 hrs

31 00 31 - 59 téléfax

RENSEIGNEMENTS ET SECRETARIAT

31 00 31 - 60 Marie-Louise MOES, mmoes@mamer.lu

31 00 31 - 60 Marc WIETOR, mwietor@mamer.lu

BUREAU TECHNIQUE

31 00 31 - 63 Paul HACK, préposé, phack@mamer.lu

31 00 31 - 65 Laurent HANSEN, projets, chantiers, lhansen@mamer.lu

31 00 31 - 67 Jérôme SONNTAG, projets, chantiers, autorisations de construire, jsonntag@mamer.lu

31 00 31 - 68 Georges ALTMANN, manifestations, galtmann@mamer.lu

ORDRE PUBLIC

691 31 35 43 Georges BARTHOLMY, agent municipal

691 31 35 83 Patrick KONZ, garde-champêtre

AUTRES BATIMENTS COMMUNAUX

31 00 31 - 69 Ateliers et garages communaux, 9 route de Dippach - Mamer

Claude De La Hamette, chamette@mamer.lu

31 00 31 - 88 téléfax

691 31 35 86 Complexe sportif et Stade « François Trausch », 9 route de Dippach - Mamer

31 18 97 Hall sportif « Nicolas Frantz », 1 rue de Bertrange - Mamer

30 74 91 Centre Culturel, 51 route d'Arlon - Capellen

30 52 03 Centre de Loisirs, 2 rue Charles Risch - Capellen

26 10 35 06 Galerie « Op der Cap », 70 route d'Arlon - Capellen

691 31 35 78 Salle des fêtes, 5 route de Garnich - Holzem

31 10 93 Station d'épuration, SIDERO, 2 route de Mersch - Mamer

32 86 39 - 60 Permanence SIDERO

31 25 14 téléfax (STEP)

26 115 - 1 Centre Intégré pour Personnes Agées (CIPA)

26 11 99 38 Mediathék Mamer, 2 rue de la Gare, mediatheik@mamer.lu

ENSEIGNEMENT

MAMER

263 95 - 300 Ecole précoce « Kinneksbond » 263 95-333 Fax

263 95 - 400 Ecole préscolaire « Kinneksbond » 263 95-444 Fax

263 95 - 600 Ecole primaire « Kinneksbond » 263 95-666 Fax

263 95 - 200 Maison Relais « Kinneksbond »

42, route d'Arlon – L-8210 Mamer, B.P. 50 – L-8201 Mamer

Chargé de Direction: Alain Thoma, maisonrelais@mamer.lu

691 32 35 00 GSM « Maison Relais »

263 95 - 222 Fax « Maison Relais »

CAPELLEN

30 74 90 - 400 Ecole préscolaire « Pavillon » 30 74 90 - 445 Fax

30 74 90 - 600 Ecole primaire « Ancien Bâtiment » 30 74 90 - 667 Fax

30 74 90 - 600 Ecole primaire « Centre Scolaire » 30 74 90 - 668 Fax

30 74 90 - 500 Concierge

AUTRES NUMEROS IMPORTANTS

112 Protection civile, Pompiers

24 43 12 00 Police Grand-Ducale Capellen

26 30 14 30 Préposé Forestier, Jours ouvrables de 8.00 à 9.00 heures

26 31 40 - 1 Lycée Technique « Josy Barthel »

31 13 29 Protection des animaux / section Mamer

30 83 12 27 Crèche « Kannerstuff » à Capellen

38 84 08 Garderie « De Spillatelier » à Holzem

49 94 66 - 22 Antenne collective / Eltrona-Luxembourg

31 00 31 - 988 Energie Info-Line

2624 - 5000 Electricité / Cegedel-Schiffange

8002 - 9900 Electricité / Dépannage

40 49 49 Aide familiale

48 83 33 - 262 Assistant social (M. Romain Bamberg)

31 00 31 - 23 Club Senior – Club Haus « Am Brill »

Place de l'Indépendance - Mamer

Soins à domicile:

26 11 36 - 200 « Hëllef Doheem » Mamer/Steinfert,

5 rue de l'Eglise – L-8278 Holzem

26 11 36 - 209 téléfax

621 50 12 19 Mme Kohnen

691 39 96 32 Mme Kugener

26 70 26 HELP – Aides et soins à domicile